



FORCE OUVRIÈRE **UNION NATIONALE DES SYNDICATS** **DE LA SANTÉ PRIVÉE**

DÉCLARATION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE

Les membres de la Commission exécutive de l'Union nationale des syndicats de la Santé Privée Force Ouvrière, réunis à Paris le 28 janvier 2026, alertent sur la gravité de la situation internationale et ses conséquences directes pour les travailleurs et les services publics, en particulier pour le secteur de la santé.

Depuis plusieurs mois, le monde est marqué par une escalade des tensions et des conflits : intrusion militaire et enlèvement du président vénézuélien sur injonction des États-Unis, retrait américain de l'Organisation mondiale de la santé, cessez-le-feu bafoué à Gaza, poursuite de la guerre en Ukraine, pressions accrues autour de Taïwan, sans oublier la multiplication d'autres foyers de crise.

Cette accumulation démontre une chose : la logique de guerre s'installe durablement, au mépris du droit international et de la souveraineté des peuples, toujours au service d'intérêts économiques et géostratégiques.

Partout, au nom de la « sécurité », les gouvernements font le même choix : plus d'armes, moins de droits sociaux. En France, cette orientation est claire. Le budget 2026 a été imposé par le 49-3, avec 6,7 milliards d'euros supplémentaires pour la défense, portant le budget militaire à plus de 57 milliards. Dans le même temps, le gouvernement multiplie les annonces pour enrôler la jeunesse, développe des classes défense, organise des interventions avec la présence de militaires dans les universités et crée, au sein de France Travail, un département dédié au recrutement pour l'armée et l'industrie de l'armement.

Face à cette situation, Force Ouvrière réaffirme que les travailleurs n'ont rien à gagner à la guerre et tout à perdre. Les syndicalistes ont un rôle à jouer pour défendre la paix, les salaires, l'emploi et les conditions de travail. C'est dans cet esprit que l'Union nationale de la Santé Privée FO soutiendra le meeting international contre la guerre prévu à Londres le 20 juin 2026, à l'initiative des syndicats britanniques.

Ces milliards pour la guerre sont autant de moyens qui manquent à la santé, à l'éducation et à la protection sociale. Les hôpitaux, les cliniques, les EHPAD sont à bout de souffle. Les urgences ne craquent plus uniquement au moment des épidémies mais la surcharge est constante, les pénuries de lits et de personnels se multiplient, mettant en danger patients et soignants.



La loi de financement de la Sécurité sociale ne répond en rien aux besoins des établissements. Avec un ONDAM à 3,1 %, les moyens stagnent pendant que les charges augmentent. Dans le même temps, les salariés et les retraités sont encore mis à contribution, pendant que les actionnaires continuent de percevoir des profits records.

Dans la santé privée, la situation est devenue intenable. Après des années d'austérité, 2025 a été une année blanche, et 2026 s'annonce tout aussi bloquée, certains expliquant qu'il faudrait attendre 2027 pour espérer des avancées.

Pour la Commission exécutive de la Santé Privée FO, c'est inacceptable. Les salariés refusent d'être la variable d'ajustement permanente des politiques d'austérité et de l'économie de guerre.

C'est dans cet esprit que l'Union nationale de la Santé Privée FO portera ses revendications salariales et sociales lors de la conférence salariale du 18 février 2026, en exigeant des moyens à la hauteur des besoins pour les établissements, les salariés et les patients.

Pas d'économie de guerre sur le dos des salariés.

Des moyens pour la santé, des salaires pour vivre, des emplois pour soigner.

Paris, le 28 janvier 2026

Adopté à l'unanimité des membres présents de la Commission Exécutive
Union Nationale des Syndicats de la Santé Privée – Force Ouvrière

